

# COTE D'IVOIRE - Enquête sur le Niveau de Vie des Ménages (1998)

**Institut National de la Statistique - Ministère du Plan et du développement**

Rapport généré le: October 8, 2015

Vous pouvez consulter notre catalogue de données sur: <http://www.ins.ci/n/nada/index.php>

# Aperu

## Identification

---

**ID**  
CIV-INS-ENV-1998-V1.0

## Version

---

### DESCRIPTION DE LA VERSION

Version 1.0 : Archivage des documents de l'ENV 1998.

### DATE DE PRODUCTION

2009-10-27

## Aperu

---

### RSUM

L'Enquete sur le Niveau de Vie des Mnages de Cte d'Ivoire est une enquete mnage qui collecte des informations socioconomiques sur les mnages. Il couvre les domaines de la dmographie, la sant, l'ducation, l'emploi, l'agriculture, l'alimentation, le logement et la pauvret. Il porte sur les mnages de type africain qui rside sur le territoire national.

Suite l'Enquete Permanente Auprs des Mnage de 1985 (EPAM 85), ralise par l'Institut National de la Statistique (INS) en collaboration avec la Banque Mondiale, un seuil de pauvret relatif de 75 000 Francs CFA par tte et par an, auquel correspondait un ratio de pauvret P0 de 10%, a t dfini.

Ce seuil de pauvret relatif, constant en termes rels, est pass 101 340 Francs CFA en 1993, 144 800 Francs CFA en 1995 et 162 800 Francs CFA en 1998. Les ratios de pauvret correspondants taient de 32,3% en 1993, 36,8% en 1995 et 33,6% en 1998.

Ces chiffres montrent qu'aprs une amplification de 268% entre 1985 et 1995, le phnomne de pauvret au plan national a subi un fchissement de 8,7% en 1998 (36,8% en 1995 et 33,6% en 1998). Ce fchissement est imputable une rduction trs sensible du ratio de pauvret, qui est pass :

- en Fort Rurale Ouest de 50,1% en 1995 24,5% en 1998, soit une baisse de 51% et,
- Abidjan, de 20,2% 11,1%, soit une variation de (-45%).

Cependant, on note une dgradation de la situation de :

- 18,2% dans les Autres Villes avec des quotients de pauvret de 28,6% en 1995 et de 33,8% en 1998 ;
- 13,7% en fort rurale o l'incidence de la pauvret tait de 41% en 1995 contre 6,6% en 1998 ;
- 10,5% en Savane Rurale avec des ratios respectifs de 49,4% et 54,6%.

La contribution des rgions la pauvret nationale fait ressortir que le phnomne de la pauvret en Cte d'Ivoire, essentiellement rural du fait que 87% des pauvres vivaient en milieu rural en 1985 contre 74% en 1993, 73% en 1995 et 69% en 1998, se dveloppe plus rapidement en ville.

Au niveau du groupe socio-conomique du chef de mnage, le constat est qu'en 1998, plus d'une personne vivant sous la responsabilit d'un agriculteur de vivrier sur deux tait pauvre (50,6%) et plus de 4 individus sur 10 dans un mnage d'agriculteur de produits d'exportation sur 10 taient pauvres (45,1%).

De plus, la contribution cumule des pauvres de ces deux catgories de mnages la pauvret nationale tait 60,7% en 1998 contre 68,6% en 1993 et 66,4% en 1995.

Pour une taille nationale moyenne totale de 5,5 personnes en 1995 et de 5,7 en 1998, le mnage pauvre comportait 7,3 personnes en 1995 et 8,1 en 1998.

Malgré une différence non significative, la pauvreté frappait plus d'hommes (37,0%) que de femmes (36,6%) en 1995. En 1998, 33,3% d'hommes étaient pauvres contre 33,8% de femmes.

Le ratio de pauvreté est en général plus élevé chez les individus appartenant aux ménages dont le chef est un étranger que chez ceux dont le chef est un ivoirien :

- en 1993, le ratio de pauvreté, au plan national; était de 31,3% pour les ménages dont le chef est un ivoirien et de 35,4% pour ceux dont le chef est un étranger ;
- en 1995, il était respectivement 35,2% et 44,7% ;
- en 1998, il y avait 33,4% de pauvres dans les ménages dont le chef est un ivoirien et 34,3% dans ceux des étrangers.

Par type de logement, les résultats montrent que

- 71% des pauvres d'Abidjan logeaient dans les cours communes en 1993 contre 65% en 1995 et 45% en 1998. dans les bidonvilles. Il faut cependant nuancer cette forte présence de pauvres dans ce genre de logement par le fait que le ratio de pauvreté y était plus faible que dans d'autres types : 7% en 1993 contre 25% dans les cases et maisons en banco ; 28% en 1995 contre 100% dans les cases et maisons en banco et 41% dans les bidonvilles ; 11% en 1998 contre 40% dans les cases et maisons en banco ;
- dans les Autres Villes, la contribution à la pauvreté nationale par les habitants des cours communes était de 68% en 1993 pour un ratio de pauvreté non négligeable de 35%, soit plus du tiers de l'effectif de cette catégorie. Mais, ce ratio demeure faible comparativement celui des habitants des cases et maisons en banco sont pauvres. (50%). En 1995, 57% des pauvres habitaient des cours communes avec un taux de pauvreté de 25% ; 27% des pauvres, au cours de cette année 1995, vivaient dans des cases et maisons en banco et affichaient un très fort quotient de pauvreté de 75%. En 1998, plus de 4 habitants des cours communes des Autres Villes sur 10 (39,7%) étaient pauvres et leur contribution à la pauvreté nationale était de 56%.
- en milieu rural : 69% des pauvres de la Fort Rurale Est étaient dans les cases et maisons en banco en 1993, contre 79% en Fort Rurale Ouest et 70% en Savane Rurale cases et maisons en banco; cette contribution était respectivement de 72%, 69% et 45% en 1995 et, 61%, 52% 64% en 1998. Par rapport au statut d'occupation, il ressort que la pauvreté est plus présente dans les ménages propriétaires des logements cause de l'importance numérique de leurs membres dans la population totale (61% de la population nationale et près de 80% de la population rurale en 1993, 1995 et 1998). Il faut également ajouter cette importance numérique le fait que le statut de propriétaire n'est pas forcément un facteur d'aisance en milieu rural. Ainsi, le constat qui se dégage est que :
- indépendamment de l'année, plus de 7 pauvres sur 10, en Côte d'Ivoire, habitaient des logements appartenant aux ménages et plus de 2 personnes sur 10 sont en général pauvres. La contribution à l'extrême pauvreté est également supérieure 70% ;
- plus du tiers des logs par les familles étaient pauvres, 35% en 1993 et 38% en 1995, contre un peu plus du quart (26%) en 1998 ;
- Abidjan, plus de 7 pauvres sur 10 se rencontraient dans les ménages de locataires (70%) en 1993 et (72%) en 1995, contre plus 5 pauvres sur 10 (52%) en 1998. Au cours de cette même année 1998, plus de 4 pauvres sur 10 étaient membres de ménages propriétaires ;
- dans les Autres Villes, plus de 4 pauvres sur 10 appartenaient des ménages de propriétaires : 53% en 1993, 40% en 1995 et 50% en 1998, et les ratios sont respectivement de 39%, 32% et 42%. 3 pauvres ou plus sur 10 se comptaient parmi ceux des ménages de locataires.

Le taux d'alphabétisation des adultes de 15 ans et plus laisse apparaître des caractéristiques différentes en fonction de la strate. En 1995, il ressort que :

- Abidjan, près de 6 personnes pauvres de 15 ans et plus sur 10 étaient alphabétisées. Le taux était de 7 hommes pauvres sur 10 et de moins de 5 femmes pauvres sur 10 (47,3%) ;
- dans les Autres Villes où le taux d'alphabétisation des adultes était de 49,3%, soit peu près 1 personne pauvre sur 2, plus de 3 hommes pauvres sur 5 sont alphabétisés contre moins de 2 femmes sur 5.;
- dans le milieu rural, les taux sont très faibles : moins de 30% en Fort Rurale Est (28,7%) et 34,1% Fort Rurale Ouest, soit 1 personne pauvre sur 3, et 18,3% en Savane Rurale, ce qui correspond moins d'une personne sur 5. Ces taux sont encore plus faibles chez les femmes : 19,2%, 24,9% et 9,8% respectivement en Fort Rurale Est, en Fort Rurale Ouest et en Savane ;

En 1998, le taux total d'alphabétisation des adultes pauvres Abidjan n'était pas différent de celui de 1995 (58,1%).

Dans les Autres Villes, la situation des pauvres a connu une amélioration par rapport 1995 avec un taux de 53,7% en 1998 contre 49,7% en 1995; selon le genre, le taux était de 69,5% chez les hommes et de 40,7% chez les femmes contre respectivement 64,3% et 36,9%.

Cette amélioration se remarque aussi en milieu rural, l'exception de la Savane Rurale où le constat est au recul : taux total de 18,3% de pauvres en 1995 contre 13,3%, soit une baisse de 27% en 1998 ; cette baisse est de 21% chez les hommes contre 39% chez les femmes. Au plan national, le ratio de pauvre au niveau des enfants (de 0 à 14 ans) était de 42,9% en 1995. Il était supérieur au ratio se rapportant l'ensemble de la population (36,8%) de 16,6%. En 1998, il était de 38,5% contre 33,5% pour la population totale, soit une différence globalement positive de 14,6%. Ces chiffres montrent que les enfants sont plus touchés par la pauvreté que les adultes.

#### TYPE DE DONNES

Donnéeschantillonnées [ssd]

#### UNITS D'ANALYSE

Ménages et individus de type africain résidant sur le territoire national.

## Champ

---

#### NOTES

Santé, éducation, emploi, agriculture, alimentation, revenu, dépenses, logement, pauvreté.

#### TOPICS

Sujet	Taxonomie	URI
Pauvreté		
Santé		
Éducation		
Emploi		
Agriculture		
Consommation alimentaire		
Migrations		
Revenu des ménages		

#### KEYWORDS

Pauvreté, Condition de vie des ménages

## Couverture

---

#### COUVERTURE GEOGRAPHIQUE

L'enquête est représentative pour le milieu urbain et rural des 10 plus développés et de la ville d'Abidjan.

#### GEOGRAPHIC UNIT

Plus développés et le milieu urbain et rural.

#### UNIVERS

Ensemble des ménages de type africain résident en Côte d'Ivoire.

## Producteurs et sponsors

---

#### INVESTIGATEUR PRINCIPAL

Nom	Affiliation
Institut National de la Statistique	Ministre du Plan et du développement

**FINANCEMENT**

Nom	Abbrviation	Rle
Etat de Cte d'Ivoire	RCI	
Union Européenne	UE	
Banque Mondiale	BM	

## Production des mtadonnes

---

**MTADONNES PRODUITES PAR**

Nom	Abbrviation	Affiliation	Rle
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE	INS	MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT	CONCEPTION ET EXECUTION

**DATE DE LA PRODUCTION DES MTADONNES**

2009-10-29

**VERSION DU DOCUMENT DDI**

IL s'agit de la version 1.0

**ID DU DOCUMENT DDI**

N1.0

## Echantillonnage

### Mthode d'chantillonnage

---

Le plan de sondage

L'Enquete sur le Niveau de Vie couvre un chantillon de 4 200 mnages. L'utilisation d'un chantillon de cette taille permet :

- une representativit l'chelle nationale et dans chacune des 5 strates d'analyse (Abidjan, Autres Villes, Fort Rurale Est, Fort Rurale Ouest et Savane Rurale).

L'objectif de cette enquete est de faire des comparaisons avec les rsultats de l'Enquete Prioritaire 1993 et de l'Enquete sur le Niveau de Vie 1995.

1. Au premier degr :

210 grappes ont t choisies au hasard partir du fichier du RGPH 88, mis jour lors de la RLE 93-95.

2. Au second degr:

- Les mnages, de chaque grappe tire, sont dnombres.

- A l'issue du dnombrement, 20 mnages sont tirs au hasard dans chaque grappe.

### Ecart au plan de sondage

---

Aucun

### Taux de rponse

---

100%

### Pondration

---

La pondration est l'inverse de la probabilit d'inclusion dans l'chantillon.

# Questionnaires

## Aperu

---

Le questionnaire pour cette Enquête sur le Niveau de Vie suit tout d'abord celui de l'enquête prioritaire. Il comporte neuf (9) sections numérotées de 0 à 8 :

- 0. le signalétique qui comprend 2 volets :

\* le 1er volet donnant la durée de l'interview, l'adresse géographique du ménage, et des informations rapides sur le chef.

\* le 2ème volet comprenant des renseignements sur le chef ou la personne responsable pour les déclarations importantes et la langue utilisée lors de l'interview.

- 1. Composition du ménage

- 2. Logement et équipement

- 3. Agriculture et élevage

3A. élevage (bétail, volaille)

3B. Agriculture, pêche et chasse

- 4. Entreprises non agricoles

4A. Informations générales

4B. Détails sur les entreprises qui contribuent au revenu du ménage.

- 5. Dépenses du ménage.

5A. Dépenses scolaires

5B. Dépenses de santé au cours des 3 derniers mois

5C. Habillements

5D. Dépenses d'entretien et de loisirs

5E. Transferts et impôts au cours des 12 derniers mois

5F. Remboursements des dettes du ménage

5G. Transports et communications pour tous les membres

5H et 5I. Aliments essentiels

- 6. Ressources complémentaires

- 7. Propriétés et avoirs des membres du ménage

7A. Propriété et terre

7B. Avoirs des ménages

- 8. Difficultés rencontrées par les ménages (pour faire face à leurs besoins de consommation)

8A: Les postes de consommation qui posent des problèmes

8B: Inventaire des motifs

8C: Les stratégies

# Collecte des données

## Mode de collecte de données

Interview face face [f2f]

### NOTES SUR LA COLLECTE DES DONNES

L'Enquête Prioritaire est menée par une équipe d'encadrement, dix équipes de collecte et de saisie des informations basées dans six des dix Antennes Régionales de la Statistique.

Ainsi nous avons :

- quatre équipes abidjan,
- deux équipes Bouaké,
- une équipe dans chacune des antennes d'Abengourou, Daloa, Korhogo et Man.

Chaque équipe de collecte dispose d'un micro-ordinateur pour la saisie immédiate des questionnaires remplis.

L'Équipe d'Encadrement comprend huit membres :

- le Directeur National du Projet qui est responsable des aspects administratifs.
- le Chef de Projet qui est chargé de l'administration et de la définition des grandes orientations de l'enquête, il anime l'équipe, ordonne les dépenses et prend les contacts nécessaires à la bonne marche du projet. Il est chargé de trouver des solutions rapides et appropriées aux différents problèmes techniques et matériels.
- le Responsable chargé de l'Analyse des Résultats, qui dirige les travaux d'analyse et définit, avec le chef de projet, la politique de diffusion des différentes études effectuées et les dispositions à prendre pour les futures enquêtes du programme. Il assure la liaison avec les membres du Comité Interministériel de Suivi et de Ressources Humaines créé dans le cadre du projet DSA.
- le Responsable Informatique du Projet qui s'occupe de la conception du logiciel de saisie et aussi des programmes de traitement des données sur micro-ordinateur. Il veille à l'application des consignes données aux superviseurs et aux opérateurs de saisie en matière de gestion des programmes et aussi d'utilisation rationnelle des micro-ordinateurs.

Deux analystes-programmeurs le seconde dans sa tâche.

- trois Coordinateurs qui s'occupent de la réalisation sur terrain de l'enquête. Ils assurent la liaison avec les équipes d'enquête, veillent à l'application des consignes données quant au remplissage du questionnaire en effectuant des missions de contrôle permanentes. Ils doivent trouver des solutions rapides et appropriées aux différents problèmes de terrain.

Chacune des dix équipes de collecte et de saisie des données comprend six membres:

- le Superviseur qui est chef d'équipe et chargé de suivre, de contrôler et de corriger le travail de chacun des trois enquêteurs et de l'opératrice de saisie dont il a la responsabilité. Il est aussi chargé de la gestion des équipements, véhicules et fonds de l'équipe. Il est le représentant de l'Équipe d'Encadrement au niveau de l'Antenne;
- les trois Enquêteurs devant interviewer au total 120 ménages dans un délai de 40 jours;
- l'Opérateur de Saisie chargé de la saisie, sur micro-ordinateur, des données collectées;
- et le Chauffeur, chargé de transporter les membres de l'équipe (superviseur et enquêteurs) entre l'Antenne et les lieux d'enquête.

## Enquêteurs

Nom	Abbréviation	Affiliation
Institut National de la Statistique	INS	Ministre d'Etat, Ministre du Plan et du développement

## **SUPERVISION**

Le superviseur est le seul représentant de l'équipe d'encadrement au niveau de l'Antenne. Afin de s'assurer de la qualité du travail des enquêteurs, il effectue sur le terrain les opérations suivantes :

- 1.. Il examine dans les détails tous les questionnaires que les enquêteurs ont remplis pour s'assurer que le travail a été correctement et entièrement effectué.
- 2.. Il rend visite d'une façon aléatoire certains des ménages que les enquêteurs ont déjà interviewés afin de s'assurer qu'ils se sont rendus aux bonnes adresses. Dans ces ménages il posera de nouvelles questions pour vérifier que les réponses enregistrées sur le questionnaire sont correctes.
- 3.. Le superviseur assiste une ou plusieurs des interviews menées par les enquêteurs chaque semaine pour évaluer leur façon de poser les questions.
- 4.. Il s'entretient avec les enquêteurs chaque jour afin de parler du travail qu'ils ont fait. Il fait un rapport régulier à la direction sur leur travail de terrain.

Le superviseur est le lien entre les enquêteurs et les responsables de l'enquête. Autant il leur transmet les instructions, autant ils doivent l'informer de tout problème ou de toute difficulté qu'ils peuvent rencontrer. Si, par exemple ils ne comprennent pas une procédure donnée ou le sens d'une question du questionnaire, ils doivent demander conseil au superviseur.

## Traitements des données

### Edition des données

---

Plusieurs méthodes ont été utilisées pour l'apurement des données. D'abord concernant les dépenses des ménages, les valeurs aberrantes ont été corrigées en consultant l'information du questionnaire du ménage avec comme hypothèse qu'il s'agit d'une erreur de saisie.

## **Evaluation des donnees**

### **Estimation des erreurs d'échantillonnage**

L'erreur type peut être calculée à l'aide des logiciels statistiques en utilisant les éléments du plan de sondage comme suit : strate (REGION MILIEU) psu(grappe) pondération (pond).

### **Autres types d'évaluation des données**

Le plan de sondage a prévu de remplacer les ménages indisponibles pour l'interview. Ainsi, le taux de remplacement a été de 4% des ménages tirés.